Plus loin, parlant en faveur de la motion, il dit:

Elle ne demande pas à la Chambre d'annuler le vote ou de le reprendre en considération.

J'aimerais maintenant me reporter à l'article 35 du Règlement de la Chambre: nul député ne peut critiquer un vote de la Chambre, sauf pour proposer que ce vote soit rescindé.

Remarquez qu'à la page 6923 nous lisons ces propos du premier ministre:

Elle ne demande pas à la Chambre d'annuler le vote ou de le reprendre en considération.

Plus tard, il dit ceci:

Nous avons indiqué très clairement que nous ne demanderons pas qu'on aille plus loin avec le projet de loi...

Ainsi le cabinet avait armé cette motion d'une pointe. C'était mieux qu'on ne pouvait le craindre car on m'avait dit qu'elle aurait deux pointes. La décision fort sage de l'Orateur en ayant éliminé une, la motion ne porte plus que sur un aspect des choses.

Or, monsieur l'Orateur, je voudrais que vous considérez le fait qu'il n'y avait qu'une Chambre peu nombreuse pour se prononcer à 84 contre 82 et que, partant, il ne s'agissait que d'une erreur technique mineure; c'était un coup de hasard, nous dit-on. Mais qu'on songe au projet de loi sur la peine capitale. Nous l'avons maintenue par un vote de 143 à 112; donc, 255 députés se sont prononcés. Qu'est-il arrivé ensuite? Quatorze mois plus tard, le gouvernement saisissait de nouveau la Chambre des communes de cette même mesure. Si un vote exprimé par 255 députés ne retient pas le cabinet, quel vote y réussira? (*Applaudissements*)

Cette mesure a été ressuscitée et adoptée par 114 voix contre 87. On l'avait repoussée auparavant par 14 voix contre 112, mais cette fois-là elle a été adoptée par 114 voix contre 87. Comme je l'ai dit alors, là où 112 députés avaient échoué 114 ont réussi 14 mois plus tard, quand l'affaire a été relancée par un bill du gouvernement après avoir reçu la promesse d'un vote libre. Je n'ai jamais rien entendu de plus révoltant.

● (8.50 p.m.)

Il est temps de modifier notre Règlement pour qu'on puisse tenir plus souvent des votes libres sans courir le risque d'une élection à chaque rejet d'une mesure ministérielle. On nous a expliqué, je le rappelle, que la question a été tranchée par un vote peu nombreux, de 82 voix contre 84, et que c'était un lundi aussi, jour plutôt inhabituel pour un

vote, qu'il y a eu donc tromperie, manœuvre louche, etc. Monsieur l'Orateur, le 7 février j'ai proposé un amendement lors d'une troisième lecture. On prétend maintenant qu'un vote en troisième lecture est une simple question technique et qu'une mise en minorité importe peu. Pourtant, mon amendement qui demandait simplement à la Chambre de se former à nouveau en comité plénier pour ré-examiner l'article 28 du bill de la radiodiffusion a été contrecarré par le parti libéral qui a rassemblé 107 voix pour faire repousser ma proposition.

Si la troisième lecture importe peu pourquoi se donner la peine de recruter 107 voix? Si la troisième lecture est après tout une étape purement technique quel mal pouvait entraîner l'adoption de l'amendement? J'ai l'impression que les dés sont pipés et ceux qui observent notre Règlement ne peuvent, me semble-t-il, obtenir le verdict qu'ils sont en droit d'escompter.

A propos du projet de loi visant l'impôt sur le revenu, un des orateurs a fait allusion au cours de ce débat à un certain M. Jennings, je pense, auteur d'un ouvrage intitulé: *Cabinet Government*. Or, je n'aime pas entendre citer des passages de livres intitulés: *Cabinet Government*. A l'heure qu'il est la balance penche trop vers le gouvernement de cabinet, le gouvernement ministériel. Je voudrais voir plus de gouvernement parlementaire et moins de gouvernement ministériel et je n'aime pas les citations de cet ouvrage.

J'ai mentionné tantôt que je voulais parler d'une affaire personnelle. Je me suis tenu coi depuis le vote de lundi, voici plus d'une semaine. J'ai toujours été ici, sans jamais m'absenter. Mais dans le *Globe and Mail* de Toronto de jeudi dernier, j'ai lu un article coiffé du titre: «La crise s'aggrave à mesure que les partis révèlent leur stratégie». A la page 8, je suis tombé sur un passage intéressant. M. Pearson avait convoqué ce qu'on a appelé une conférence de presse officielle. J'ignore si ceux qui y ont assisté portaient l'habit ou le smoking.

M. Pearson a rappelé que M. Stanfield avait suggéré que le premier ministre pourrait céder les rênes du gouvernement à un autre libéral.

Je remercie le député de cette suggestion.

Il a dit qu'il devrait demander à M. Stanfield à qui il songeait, en ajoutant que tout membre du gouvernement ferait un bon premier ministre.

Le compte rendu poursuit:

«Même le député libéral Ralph Cowan (York-Humber)?» a demandé un reporter.

«Il ne fait pas partie du gouvernement», a vivement répliqué M. Pearson.